

Developper
les SERVICES PUBLICS
n'est pas un PROBLEME

c'est la solution

Pour la reconquête du service public

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 969

26 décembre 2013

prix : 0,70 €



En 2014...

PAS DE TRÊVE

Ukraine

Un pays divisé

Page 2

Parti de la Gauche Européenne



Rassemblé pour une
autre Europe

Page 3

Airbus



Joyeux Noël
pour les actionnaires ?

Page 5

STX Maître-chanteur

Page 5

Finances publiques locales

2014 : une année majeure
pour l'avenir des collectivités

Page 7

CHILI : L'ancienne présidente est de retour avec une coalition élargie aux communistes.

Michelle BACHELET, dirigeante socialiste, a été élue une nouvelle fois présidente du Chili avec plus de 62 % des voix, devançant de près de 25 points la candidate de droite. Investie le 11 mars 2014, elle héritera d'un pays champion du néo-libéralisme, essoufflé par le ralentissement de l'économie mondiale, d'un recul des investissements et de la baisse des prix du cuivre dont il est le premier producteur au monde. La coalition de centre-gauche qui avait mené la transition démocratique et gouverné pendant vingt ans (1990-2010) est donc de retour. La nouvelle majorité est désormais élargie au Parti communiste, qui ne participait à aucun gouvernement depuis plus de quarante ans, depuis la présidence de Salvador Allende (1970-1973). Les 100 premiers jours du nouveau mandat auront pour priorités : l'éducation, la fiscalité et une nouvelle constitution.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Avec la fin de l'année, vient souvent le temps des bilans et le désir d'échafauder les pistes, les plans, pour aller plus encore de l'avant.

Le bilan politique, économique, social, les français le connaissent. Un seul exemple, comme un symbole, ils verront l'impôt le plus injuste, la TVA, qui pèse indifféremment sur les familles populaires ou les familles les plus riches, augmenter après les fêtes !

Voilà le cadeau du gouvernement, assurément pas aux familles populaires mais aux grandes entreprises : la hausse de la TVA permettra de financer le crédit impôt compétitivité (20 milliards tout de même !!!).

Mais, l'année qui s'annonce doit être une année peine d'espoir. Deux élections majeures auront lieu, les élections municipales en mars prochain, et les élections européennes au mois de juin. Ce sont là deux temps fort pour porter et mettre en œuvre, dans l'intérêt des populations des politiques de progrès qui répondent aux urgences sociales.

Les communes comme premier rempart dans les domaines du logement, des déplacements, de la santé, des services publics de proximité... et l'Europe dans

Gagner des politiques qui changent la vie des citoyennes et des citoyens de ce pays

laquelle les forces de progrès devront se faire entendre pour couper l'herbe sous le pied aux politiques qui n'ont d'autres buts que de servir la finance. Il y a dans l'année qui vient à débattre, à rassembler le peuple de gauche, à lutter contre le fatalisme ambiant, à proposer, à mettre en œuvre et à gagner des politiques qui changent la vie des citoyennes et des citoyens de ce pays. Les communistes, en Loire-Atlantique, sont pleinement engagés dans ce travail !

Avec la fin de l'année, c'est aussi la période des fêtes, en famille, entre amis. C'est aussi le temps d'un peu de repos. C'est pourquoi, dans 15 jours, la rédaction des Nouvelles sera confiée à une équipe de jeunes rédacteurs. D'ici là, l'ensemble de l'équipe de rédaction vous souhaite une bonne lecture et de bonnes fêtes de fin d'année avant d'entamer 2014 la tête pleine d'espoir et de victoires.

De quoi l'Ukraine est-elle le nom ?



Pour qui veut comprendre ce qui s'est passé dans ce pays, il faut faire un effort de reconstruction (NLA n°968). Les médias français ne pouvaient avoir l'objectif d'éclairer l'opinion publique. Donner trop d'explications, c'était révéler l'état de la crise du monde capitaliste depuis 2008.

France Inter commente : « Alors que les peuples européens ne cessent de critiquer l'U.E, comment ne pas comprendre que ce peuple préfère la démocratie et le libre échange à l'oligarchie et la corruption ». Encore un peuple de l'Est avide de liberté et de modernité. Sans doute pour certains. La rue menace à Kiev, les manifestations s'amplifient, la statue de Lénine est détruite, «l'opposition appelle à renverser le pouvoir » selon Ouest-France. Mais nous ne sommes plus en 1991, après la dissolution de l'URSS, ni même en 2004 avec la première tentative de « la révolution orange » pour faire basculer le pays dans le camp capitaliste occidental. Fin 2013 la crise des économies financiarisées exige une porte de sortie. L'économie du monde tourne au ralenti, y compris dans les pays émergents, le problème des nord-américains, comme des européens c'est de trouver de nouveaux marchés, pour compenser les effets désastreux de leur politique d'austérité. A l'Est il peut y avoir du nouveau...Mais la crise touche aussi

l'Ukraine, et la Russie. Elle est économique, sociale et politique. Le président en exercice veut gagner les élections de 2015. Mais il doit d'abord sauver le pays économiquement. En vieux renard lié à une classe d'oligarques corrompus, il a fait monter les enchères et a préféré louvoyer entre les occidentaux (FMI et UE) et la Russie de Poutine. Et c'est là que l'on retrouve la crise, et le manque de vision de l'Europe capitaliste qui n'a plus les moyens comme en 2004 ou 2007 de sa politique d'expansion vers l'Est, en raison de la crise profonde qu'elle traverse. Le préalable politique à toutes aides occidentales était la libération de Ioulia Timochenko, ex premier ministre libérale condamnée pour corruption. Ensuite, Le FMI et de l'U.E, n'accordaient de prêts qu'en contre partie de réformes : ouverture des frontières à la concurrence, réduction des dépenses publiques, des salaires et des retraites, mise aux normes européennes des entreprises. Tout cela contre d'avantage de visas accordés aux ukrainiens par l'U.E, même pas une place de membre à part entière ?

Comment s'étonner alors que les 15 accords de coopération économique avec la Russie aient été plus séduisants ? Rien n'est définitivement réglé, mais qui a fait preuve de courtoisie ?

De vous à moi

Ça sent le gaz ! Il y aurait pas du lobbying dans l'air ?

Depuis quelques mois Rachida Dati, la maire du VII^e arrondissement de Paris sème dans les médias les traces de son intérêt nouveau pour les questions énergétiques...et son amitié supposée avec Gérard Mestrallet, le patron de GDF. La presse soulève le conflit d'intérêt entre l'élue et la consultante, avocate pour le groupe, touchant des honoraires importants. Dans une tribune publiée en Octobre dans les Echos, elle proposait de réduire les subventions pour les énergies renouvelables et réclamait « un grand débat » sur le gaz de schiste. Les intérêts nouveaux de l'ancienne garde des Sceaux au Parlement européen produisent des questions et des amendements plutôt orientés...tous favorables au gaz. Bref Rachida fait son boulot d'élue de droite, elle favorise les intérêts privés de ceux qui la rémunèrent.

En bref

Accord à l'arraché et à minima pour sauver l'OMC.

Présenté comme une réussite, cet accord ne représente que 10% du programme de Doha, après 12 années d'échecs à faire profiter les pays les plus pauvres du libre échange. En fait l'OMC est en panne. La mondialisation ne fait pas que des gagnants. Pour refonder le dialogue entre les nations du monde, il faut intégrer dans la réflexion des sujets qui jusqu'alors sont ignorés : le respect des droits sociaux, la protection de l'environnement, les manipulations du cours des devises.

L'Iran quitte les négociations nucléaires.

Alors que les négociations pour une solution apaisée sur son programme nucléaire semblaient acquises ces dernières semaines, l'Iran a suspendu son dialogue avec les grandes puissances occidentales. Cette attitude vise à dénoncer la décision des Etats-Unis d'étoffer sa liste noire des entreprises soupçonnées de violer les sanctions contre Téhéran.

Crise majeure en Espagne.

L'annonce par les nationalistes catalans d'un référendum sur l'indépendance et la promesse par Madrid que celui-ci n'aurait pas lieu, ouvrent une crise majeure entre le pouvoir central espagnol et la puissante région méditerranéenne. Ils ont jusqu'au 9 novembre 2014 pour trouver une issue.

Un record ? Le SMIC gagne 12 euros par mois !



Le salaire horaire de 3 millions de salariés rémunérés au SMIC passera le 1er Janvier de 9,43 à 9,53 euros brut. Sans coup de pouce, comme les experts nommés par Michel Sapin l'avaient conseillé.

« Dans le contexte actuel, il nous a semblé impossible de faire plus ». Cette revalorisation supérieure à la hausse des prix de 0,6% sur un an, permet « un gain de pouvoir d'achat de 0,5%, ce qui n'est pas négligeable » a ajouté le ministre du travail. De l'indécence à l'état brut !

Réforme ferroviaires : « mettre en œuvre une réforme ambitieuse »

Le 12 décembre dernier, les cheminots manifestaient contre l'éclatement du système ferroviaire (voir page 4). Ils ont pu trouver le soutien des parlementaires et vice-présidents communistes des conseils régionaux parmi lesquels Gilles Bontemps (VP en charge des transports de la région des Pays de la Loire). Pour ces élus, « **C'est l'avenir du système ferroviaire et du Service Public Ferroviaire tant fret que voyageur qui est en jeu** [...] ». Face à l'accélération de la dégradation des infrastructures, des dysfonctionnements de l'exploitation, face à la décision gouvernementale de suspendre l'écotaxe, il y a urgence à mettre en œuvre une réforme ambitieuse intégrant les questions du désendettement, des nouveaux financements pérennes, d'une véritable intégration industrielle du système ferroviaire ». Ces élus attendent du gouvernement et du parlement de « prendre en compte les exigences qui s'expriment afin de construire un projet de loi répondant aux besoins de la Nation et des usagers, à partir d'un système ferroviaire intégré, seul capable de répondre aux enjeux de sécurité, d'aménagement du territoire et d'égalité de traitement ».



En Loire-Atlantique

3

Le PGE

rassemblé pour une autre Europe

Du 13 au 15 décembre dernier le Parti de la Gauche Européenne (PGE) qui rassemble 27 partis politiques progressistes européens, dont le PCF et le Parti de Gauche (qui suspend sa participation au PGE jusqu'aux élections municipales françaises en raison de divergences avec le PCF, une décision qui affaiblit le PGE dans sa volonté de rassemblement à un moment crucial pour les peuples d'Europe), tenait son 4^{ème} congrès.

Dès l'ouverture du congrès qui rassemblait près de 300 délégués, Pierre Laurent, Secrétaire National du PCF et Président du PGE affirmait avec ambition : le « PGE est un acteur majeur du conflit de classe qui s'intensifie dans l'Union Européenne et partout en Europe ».

Depuis son précédent congrès ce parti de partis qu'est

le PGE n'a cessé de travailler avec les mouvements sociaux, les syndicats (en atteste la présence de Président et de la secrétaire générale de la Confédération Européenne des syndicats), il a été à l'initiative du sommet alternatif de Bruxelles en 2012, de l'altersommet d'Athènes en 2013 et n'a cessé de porter le nécessaire rassemblement des progressistes européens pour disposer d'une force politique portant la rupture avec les politiques libérales.

Comme l'ont affirmé Pierre Laurent ou encore Maïté Mola membre du parti communiste espagnol et vice-présidente du PGE, les 27 partis membres veulent être des acteurs majeurs d'une politique alternative de gauche à la crise, ils sont pleinement décidé ajoutera Alexis Tsipras du mouvement grec Syriza « à conquérir le pouvoir par le biais des urnes ».

Ainsi, après 10 ans d'existence le PGE s'affirme comme un

parti voulant construire un véritable rapport de force en Europe, avec un groupe parlementaire (GUE-NGL) et une ambition, construire une Europe réellement démocratique, une Europe de la solidarité des peuples et des droits sociaux, une Europe de la paix, loin des choix d'austérité et de la toute puissance des marchés financiers qui conduisent l'U.E vers une fuite en avant.



A plus de 84% les congressistes ont adopté une base programmatique pour les élections européennes de juin prochain. D'ores et déjà, des campagnes communes à l'ensemble des partis sont actées. Dès 2014, une grande campagne contre le marché transatlantique est prévue, puis un sommet de la dette en mars prochain à Bruxelles ouverte à toutes les forces sociales et syndicales pour avancer des propositions contraires à celles portées par la troïka.

Alors que les élections européennes s'organisent, Alexis Tsipras a été désigné (84%) pour être le candidat du PGE à la commission européenne malgré les discussions sur le caractère démocratique de cette institution.

Ce 4^{ème} congrès a également été l'occasion de renouveler la direction du PGE, dont Pierre Laurent a été réélu président à 78%.

Roms : Les communistes dénoncent leur condition d'existence

Près de 1500 Roms vivent dans l'aire urbaine de Nantes dans des conditions que ne cessent de dénoncer les communistes de l'agglomération nantaise et leurs élu-e-s.

Ils s'élèvent, par la voix de Marie Annick Benâtre, membre de l'exécutif départemental du PCF, à l'encontre de conditions de vie « indignes de notre pays et en contradiction avec l'ensemble des traités européens signés. Les campements, bidonvilles et taudis, dans lesquels des milliers de familles sont contraintes de vivre sont une véritable honte pour chacun. Travail, logement, école sont ainsi en permanence refusés à ces citoyens de l'Union Européenne ».

Cette situation des Roms, les communistes l'imputent aux « politiques menées par les gouvernements qui se sont succédés et qui n'ont fait qu'aggraver la vie de ces familles. »

Ils s'insurgent contre une politique qui oblige les communes à prendre elles même en charge « l'insertion des familles ou la responsabilité de leur expulsion ». Des expulsions qu'ils jugent inefficaces tant elles ne font que déplacer les problèmes tout en les multipliant, comme ils reconnaissent le maintien des campements inhumains et facteur de tensions.

C'est donc à L'Etat qu'ils en appellent afin d'apporter aux communes « les moyens nécessaires, pour développer les politiques d'insertion incontournables, sans que cela ne pèse une

fois de plus sur leurs propres populations et en particulier sur celles dont la charge sociale et les difficultés économiques sont déjà bien trop lourdes ».

Ils souhaitent enfin, la mise en place de groupe de travail permanent au niveau du département associant l'ensemble des parties concernées (représentants de l'Etat, élus territoriaux, associations, représentants des populations ROMS).



En bref

Illuminée

Dans une campagne politique, pour une mairie, un siège de député, un conseil régional... les candidats portent des projets, des propositions. Ils mettent bien évidemment en avant leurs propositions phares, celles qu'ils jugent indispensables à la population. Comme proposition phare, et c'est une première proposition, Laurence Garnier, candidate UMP à la mairie de Nantes propose justement d'installer : un phare. En cas de victoire, le falot serait installé en haut de la tour Bretagne. La droite qui ne cesse de fustiger les projets inutiles et coûteux ne recule pas devant le superflu et le pharaonique !

Modeste

Un temps pressenti pour être le candidat UMP à la mairie de Nantes, l'ex-conseiller en communication du président de la République Nicolas Sarkozy, par ailleurs conseiller régional d'opposition de la Région Pays de la Loire et président de Publicis Events, Frank Louvrier, sera finalement candidat à La Baule. « Un choix de cœur et de raison » confie-t-il à nos confrères de Presse Océan, une option surtout bien moins risquée.

Alors qu'il devait arrêter la politique il sera sans doute dans quelques mois conseiller municipal et ensuite... affaire à suivre...

L'autoroute de la mer jusqu'en Irlande



La compagnie LD Lines mettra en service, à partir du 8 janvier, une nouvelle liaison : Montoir-Rosslare (Irlande). L'autoroute de la Mer Montoir-Gijón, qui transporte près de 50000 voyageurs par an ne sera plus subventionnée à partir de septembre 2014. La liaison entre la France et l'Espagne n'est pas encore suffisamment sollicitée par les transporteurs routiers pour être rentable, c'est la raison pour laquelle LD Lines met en place cette nouvelle liaison vers l'Irlande.

Une nouvelle gare pour Nantes

D'ici à 2018, la gare de Nantes sera totalement réaménagée. Trop à l'étroit elle devra s'agrandir pour accueillir jusqu'à 25 millions de voyageurs à l'année contre 12 millions aujourd'hui. Les espaces publics seront rénovés et une gare mezzanine sera construite au-dessus des quais actuels.

Favoriser la justice fiscale et une juste répartition de l'impôt



La participation accrue des collectivités locales à l'effort de redressement des finances publiques est injuste et inefficace.

Parce que les collectivités, en assurant 70% de l'investissement public, sont des acteurs clés de la croissance économique et de l'emploi. Elles constituent aussi, à bien des égards, le dernier rempart contre la crise sociale car elles assument une part déterminante de la solidarité nationale à

travers les services publics qu'elles mettent en place.

Moins d'argent pour les collectivités locales

Cela peut être moins de service public au plus près de la population, mais aussi plus d'impôt à payer le moment venu !

C'est moins d'investissement public utile en équipements sociaux, sportifs ou culturels et en infrastructures : une baisse de 10% des investissements en traine une baisse de croissance de 0.2%.

C'est un peu plus de recours à l'emprunt, c'est-à-dire plus de dette publique locale, exactement ce que l'Etat dit souhaiter éviter en réduisant ses concours aux collectivités !



Gage d'efficacité, de dignité et d'équité 4

Modernisation de l'action publique territoriale (1)

Lors du débat à l'Assemblée Nationale début décembre, André Chassaigne (GRD) est intervenu pour dénoncer « ce projet de loi qui est un outrage à la République ». « Dans la droite ligne de la loi du 16 décembre 2010, poursuit-il, cette réforme poursuit et aggrave la mise en concurrence des territoires, la casse de la démocratie locale et l'écrasement du pluralisme ». « Il s'agit de réorganiser entièrement l'action publique, c'est-à-dire ses structures et ses procédures, pour parvenir à la réduction de la dépense publique et répondre ainsi aux injonctions de la Commission européenne ».

Modernisation de l'action publique territoriale (2)

Jean-Marc Ayrault a présidé le 18 décembre un comité de modernisation de l'action publique devant déboucher sur 5 à 7 milliards d'économies à l'horizon 2017. Collectivités, santé et aides aux entreprises sont dans le collimateur. Dans la santé, l'accent sera mis sur la chirurgie ambulatoire et les médicaments génériques.

Pour les collectivités locales, seront concernées la gestion des déchets et les mutualisations de dépenses de fonctionnement entre les communes et les intercommunalités.

Une deuxième évaluation des aides aux entreprises devrait être demandée après celle qui a déjà été prise en compte dans le budget 2014.

Cidefil du 18 décembre 2014

Des décisions lourdes de conséquences

Pour les collectivités locales, elles le seront mais aussi pour les agents. L'objectif de rationalisation de ces réformes annonce en outre que ces restructurations s'accompagneront d'une volonté de réduire considérablement les effectifs, au nom de la mutualisation, au détriment de la qualité du service et des conditions de travail.

Selon un rapport de la Dgafp (Direction générale de l'administration et de la fonction publique) de 2013, les effectifs de la fonction publique et les salaires des agents sont en baisse. La croissance de l'emploi territorial ralentit de manière continue, mais la part des non-titulaires augmente.

Les agents deviennent ainsi une cible d'importance pour les tenants de la politique d'austérité au nom de l'idée qu'il y aurait trop de fonctionnaires dans le pays.



2014 : pour la reconquête du service public !

Contre la fragilisation des services publics !

Le début décembre a vu de nombreuses luttes se développer pour la sauvegarde de nos services publics.

Les cheminots : le 12 décembre

Avec 33% de grévistes, ils ont clairement exigé, de la part du gouvernement et de la direction de la SNCF un changement de cap. Ils ont défendu une réforme SNCF avec une double ambition : celle du développement du service public et celle de l'amélioration des conditions sociales des cheminots actifs et retraités. Ils refusent de laisser les décisions sur l'avenir du système ferroviaire français au diktat de la commission européenne et de son 4ème paquet ferroviaire. **C'est l'avenir ferroviaire et du Service Public Ferroviaire tant fret que voyageurs qui est en jeu.**



« La direction de la SNCF accélère le processus d'éclatement de la SNCF sans attendre. Son président est envahi par le dogme libéral qui vise à faire de la SNCF, un groupe privé rentable, profitable au détriment des conditions sociales, de vie et de travail des cheminots et de la réponse aux besoins des transports. Le projet d'entreprise « excellence 2020 » trace la trajectoire d'un tour de vis pour les cheminots avec des conséquences en cascade que cela causerait sur la qualité de service et la sécurité dues aux usagers. » : acte la fédération CGT des cheminots.

La Poste : le 12 décembre

Le CA de la Poste du 12 décembre a fait le constat des difficultés générées depuis ces dernières années par le modèle économique du groupe. L'Etat, actionnaire majoritaire du Groupe doit avant tout tenir ses engagements et financer les missions de service public dévolues à La Poste, c'est vrai pour le service universel du courrier, pour la distribution de la presse, mais aussi pour la présence postale territoriale et l'accessibilité bancaire. Or, **le nouveau contrat de présence postale territoriale confirme le désengagement financier de l'Etat et transfère le financement sur les collectivités territoriales, ce qui va amener les citoyens à payer deux fois : une fois au titre de l'opération postale et une autre au titre des impôts locaux.**

Contre la fragilisation des services publics !

La FNME-CGT dénonce « les conséquences désastreuses de la libéralisation du secteur de l'énergie. Le risque de pénurie du gaz pour cet hiver est tel que dès les premières pointes de froid, les industriels seraient conduits à l'effacement ! Avec toutes les conséquences sur l'économie et l'emploi. **La CGT exige une enquête parlementaire sur la déréglementation dans l'énergie.**

Le marché ne marche pas ! Et, pourtant c'est cette voie que l'Etat français choisit de poursuivre. »

En effet, le gouvernement fait entériner la fin des tarifs réglementés gaz hors résidentiels, en contrepartie du délai accordé par Bruxelles pour réduire le déficit. **La concurrence dans l'énergie n'a jamais fait baisser les prix au contraire : +61% pour le gaz depuis 2005.**

Garantir le droit à l'énergie !

Partout, la précarité énergétique préoccupe. A Rezé, par exemple, entre 2008 et 2012, les aides financières à l'énergie ont été multipliées par 3.5. Près de 13% des foyers consacrent plus de 10% de leurs ressources au paiement des factures d'énergie. **L'énergie, bien commun de l'Humanité, est un droit fondamental.** Sans elle, il n'y a pas de progrès possible. Aujourd'hui, il est important de dépasser le seul système des dispositifs sociaux qui ne sont que des palliatifs à la marchandisation de l'énergie. Nous proposons à la fois des mesures immédiates : arrêt des coupures, élargissement des tarifs sociaux, automatisation de leur obtention et des mesures politiques pour garantir le droit à l'énergie passant par la création d'un grand service public avec égalité de traitement, accès pour tous à l'énergie la moins chère possible et respect de l'environnement.

La politique de santé est un enjeu déterminant

Agir pour la santé implique de s'attaquer aux grandes causes de « mauvaise » santé publique : la santé au travail, l'alimentation, la pauvreté et l'exclusion, les mauvaises conditions de vie, les dérèglements environnementaux, la personne en perte d'autonomie, les conduites addictives. **Une conception de santé publique est à défendre.**

Cependant, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 est une loi totalement au service de la finance. L'hôpital public va mal ! On le voit à Nantes où le concept anglo-saxon d'hospital est dans les cartons.

De nouveaux services publics, une exigence pour le XXIe siècle

Leur renouveau est plus que jamais d'actualité !

Austérité budgétaire, restrictions d'effectifs, atteintes aux statuts des personnels, externalisations, privatisations et « partenariats » organisés sur mesure pour les opérateurs privés au mépris des usagers : tout semble avoir été fait pour appauvrir et discréditer les services publics. Et pourtant, l'exigence de leur renouveau est plus d'actualité que jamais.

Leur développement est une réponse à la dégradation des conditions de vie et à la décomposition des liens sociaux dans la crise. C'est une nécessité économique pour compenser les pertes d'emplois et de débouchés qui résultent des énormes gains de productivité engendrés par les nouvelles technologies. C'est aussi le moyen le plus efficace de tirer parti de cette révolution informationnelle en affectant les économies ainsi réalisées aux dépenses (formation, culture, santé...) qui concourent au développement des capacités humaines.

En un mot, l'invention de nouveaux services publics fait partie de cette nouvelle civilisation dont les bases se cherchent dans la crise du capitalisme financiarisé.

Il s'agit bien de nouveaux services publics, libérés de la domination des marchés financiers mais aussi de l'étatisme qui a caractérisé la prise en charge de diverses grandes fonctions économiques et sociales au siècle dernier. La réponse aux besoins sociaux d'aujourd'hui ne peut donc se concevoir sans que les usagers des services de santé, d'éducation, de transport, de production d'énergie, de sécurité, de protection de l'environnement exercent des pouvoirs d'intervention et de décision réels sur la façon dont ces services sont organisés et gérés. Il en va de même pour les agents chargés de réaliser ces services.

Ces nouveaux pouvoirs doivent s'étendre à la mobilisation des moyens d'exercer et de développer les services publics. Les décisions relatives à notre argent sont trop lourdes de conséquences pour qu'elles continuent d'échapper à tout pouvoir des citoyens : le crédit et la création de monnaie sont aussi des services publics.

C'est pourquoi, avec les élections européennes et alors que s'affirme le besoin d'une autre construction monétaire, d'un autre euro, l'année 2014 doit marquer une étape dans le développement des luttes et des rassemblements pour un financement hardi, par la création monétaire de la BCE, du développement des services publics à l'échelle de l'Union européenne.



Comme le dit André Chassaigne, depuis 1996, la directive « détachement » n'a pas évité le dumping social, mais l'a au contraire favorisé avec un alignement par le bas du coût du travail et de la protection sociale. Le nombre de ces travailleurs détachés en France atteindrait aujourd'hui les 300 000. Il est grand temps de repenser le projet européen avec l'adoption d'un « traité social », porteur de normes protectrices de nos travailleurs, socle d'une Europe sociale et démocratique. Nous, députés du Front de gauche, c'est à cette Europe-là que nous continuons à croire. C'est pour cette Europe-là que nous nous battons.

Le 6 Décembre, le représentant Cgt a quitté la séance du Conseil de Surveillance de l'ARS des Pays de la Loire, pour dénoncer le manque de transparence de la Directrice. Dès Juillet, la Cgt avait dénoncé les conditions désastreuses pour les personnels et les malades qui permettaient une situation budgétaire excédentaire de 19 millions d'euros. Pas de quoi se vanter non plus quand 4 millions d'euros de Fonds d'Investissements Régionaux ne sont pas consommés et retournent à l'Assurance Maladie. Un comble quand on connaît les besoins des établissements ! Et l'ARS refuse toujours de communiquer la situation budgétaire de tous les établissements.

Le social au cœur

Airbus : Joyeux Noël les actionnaires ?

Dès novembre, la presse répandait des chiffres de suppressions d'emplois (8 000, 20% des effectifs de la branche défense...) dans le cadre de la nouvelle organisation d'EADS devant se transformer en AIRBUS Group. **A l'époque, la CGT a résisté à la tentative d'instrumentalisation bien rôdée des directions pour faire porter les mauvaises nouvelles par les syndicats. Et ne se trompait sur les objectifs du PDG Tom Enders : « 10% de rentabilité en 2015, restructuration sans aucun fondement industriel, recentrage fort sur les exigences de spéculation financière pour satisfaire l'actionnariat majoritaire (Plus de 40% de fonds d'investissements dans EADS), visant pour cela la baisse de la masse**



Une restructuration conçue aussi comme moyen de pression sur les états pour gagner en soutien financier. Analyse confirmée par une montée en flèche de la valeur de l'action dès ces annonces médiatiques, et validée en tout point par le Comité Européen EADS du 9 décembre. Les 140 000 salariés sont bien au cœur de cet affrontement entre coût du capital et coût du travail !

La direction veut supprimer 5800 emplois dont presque 1700 en France et « ne s'interdit » pas de procéder à des licenciements secs. Des sites en région parisienne sont menacés par un regroupement sur Elancourt, et il est prévu pour la branche Défense & Space, un regroupement des entités juridiques dans une seule société par pays et la transformation du groupe en société européenne, **toujours immatriculée aux Pays-Bas pour des raisons fiscales et de droit du travail.** Un projet totalement injustifié, d'un point de vue industriel et humain. Sa seule motivation tient dans ces extraits d'interview du PDG par Libé : « Nos activités sont rentables. Mais ...

qu'y a-t-il de mal à se fixer 10% de rentabilité? Pourquoi un investisseur s'intéresserait-il à une entreprise qui n'est capable de dégager que 5% de rentabilité alors que certaines dégagent jusqu'à 15%, si je regarde nos sous-traitants? ... Nous ne sommes plus dépendants du pouvoir politique depuis que nous avons changé notre gouvernance. Nous avons juste prévenu les gouvernements » Remarquons que ceci confirme aussi **l'alerte que lançait NLA** au moment du changement de capital et de gouvernance l'an dernier !

Supprimer des emplois dans un groupe aussi prospère qu'EADS est une **aberration, qu'aucun argument productif ne vient justifier.** Au contraire, cela

démontre bien que le profit exigé par les spéculateurs (rappel : Mittal fait partie des actionnaires) met en péril l'avenir industriel du groupe. Pourtant, déjà en 2013, les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 33%. Et sur 9 mois en 2013, les bénéfices nets s'élevèrent à 1,2 milliard, en augmentation de 36%. **Le groupe est donc compétitif !** Et sa trésorerie, même amputée des énormes cadeaux fait à Lagardère et Daimler, reste très élevée.

Alors oui, les salariés doivent résister à ces mauvais coups avec leurs syndicats. Mais pas seulement ! Qu'en dit notre Ministre du Redressement Productif et son Commissaire régional ? Qu'en disent nos parlementaires et élus locaux ? Cette affaire dépasse le cadre revendicatif catégoriel. Déjà, la députée Communiste Marie George Buffet a prévu d'interpeller Arnaud Montebourg à l'Assemblée Nationale.

Ici aussi, nous devons **sensibiliser toutes les forces vives et décideurs politiques pour imposer d'autres critères de gestion à ce bien commun, aux salariés Airbus et de la Nation.**

La direction veut supprimer 5800 emplois dont presque 1700 en France et « ne s'interdit » pas de procéder à des licenciements secs. Des sites en région parisienne sont menacés par un regroupement sur Elancourt, et il est prévu pour la branche Défense & Space, un regroupement des entités juridiques dans une seule société par pays et la transformation du groupe en société européenne, **toujours immatriculée aux Pays-Bas pour des raisons fiscales et de droit du travail.** Un projet totalement injustifié, d'un point de vue industriel et humain. Sa seule motivation tient dans ces extraits d'interview du PDG par Libé : « Nos activités sont rentables. Mais ...

STX Maître-chanteur

Décidément les salariés de la navale n'auront jamais de répit ! La direction de STX entre en conflit à la période où tout le monde essaie de profiter un peu de ce qu'on appelait autrefois « trêve des confiseurs ». Le patronat parvient à transformer ce qui devrait être une bonne nouvelle en nouvelle attaque. On connaissait le chantage à l'emploi, c'est à présent le **chantage à la commande.** « Si vous voulez du boulot, acceptez d'en offrir une partie supplémentaire au patron ».

Après avoir refusé les commandes de bateaux fluviaux l'été dernier, STX conditionne l'acceptation des 2 commandes de paquebots par MSC à un nouvel accord de « compétitivité », qui se résume à travailler gratuitement 20 minutes quotidiennes. Il faut croire que nos métallos sont drôlement productifs, pour que 20 mn de travail soient si déterminantes !!!

Ne serait-ce pas plutôt une **tentative de revanche** de STX qui s'est déjà fait envoyer dans les cordes par ses salariés au printemps dernier ? Les syndicats Cgt et Fo ont bien raison de mobiliser ainsi et ne pas céder. Quand on entend l'expression de la Cfdt à la télé, on hallucine : « on peut accepter temporairement contre une promesse de retour dans 2 ou 3 ans » Pitoyable ! **Faut-il rappeler que les promesses n'engagent que ceux qui les croient ?**



Rencontre AFPS- PCF 44

Le 13 décembre dernier, en Loire Atlantique, s'est déroulée une rencontre entre représentants de l'association France Palestine Solidarité (AFPS) et de la fédération du PCF. Alors que François Hollande s'est rendu récemment en Israël pour renforcer les liens économiques et diplomatiques entre les deux pays, le **respect du droit international et la nécessité d'une paix juste et durable** au Proche-Orient se révèle chaque jour un peu plus urgent. Le peuple palestinien, malgré les condamnations quasi-unanimes de l'ONU souffre toujours de nouvelles colonisations israéliennes, de restrictions de déplacements en tout genre et des persécutions que subissent bon nombre de palestiniens, notamment prisonniers politiques.

Cette rencontre fut l'occasion de réaffirmer les convergences de point de vue des deux formations autour des grandes batailles qu'elles jugent prioritaires : **parrainage des prisonniers politiques, dénonciation des accords commerciaux** entre entreprises israéliennes profitant de la colonisation et entreprises françaises, volonté de **développer les coopération entre localités** palestiniennes et collectivités de Loire-Atlantique... Dans le cadre des prochaines municipales de 2014, l'AFPS a par ailleurs annoncé son intention de rencontrer les candidats et organisations politique pour que ce sujet majeur soit au cœur de la campagne. Le PCF 44 y prendra toute sa place.



Même sous la neige, le mur est toujours là...

En bref

Licence indispensable

Dans une lettre ouverte au Président de l'Université de Nantes, la Fsu s'insurge contre la fermeture annoncée de la licence Sciences de l'éducation. En effet, cette licence présente un intérêt essentiel dans le cadre des politiques gouvernementales de refondation de l'école. Elle permet aux étudiants de se familiariser de manière précoce aux apports de la recherche en éducation et aux différents savoirs en lien avec leurs futurs métiers. Cette fermeture semble pour le moins contradictoire avec la volonté affichée de refonder l'école et lutter contre les inégalités sociales et scolaires.

Europe : un vote préhistorique

Le Parlement européen vient de rejeter un texte qui réclamait des droits élémentaires pour les femmes : l'accès général à la contraception et des services d'avortement sûrs. Ces droits élémentaires sont ainsi refusés par cette assemblée d'hommes au nom de prétextes bidon telle la primauté des États en la matière, un cache-sexe du machisme ordinaire. Comme l'exprimait la députée auteur du texte, « l'hypocrisie et l'obscurantisme l'ont emporté ». Les cul-bénis élus au Parlement européen se prétendent défenseurs des droits de l'homme mais nient celui des femmes !



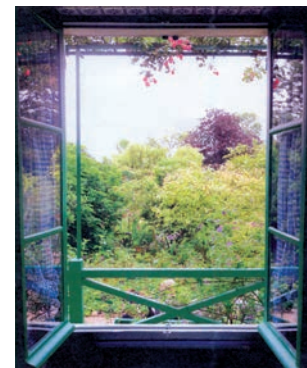
Sauvons Barbie ouvrière !

Le 10 décembre dernier, Peuples Solidaires a organisé une action de rue spectaculaire pour dénoncer les pratiques de Mattel, multinationale n°1 du jouet. Une Barbie ouvrière géante symbolisant les travailleurs et travailleuses chinoises maltraités a été placée boulevard Haussmann à Paris, non loin de Joué Club et La Grande Récré. Cette action symbolique visait à exiger de Mattel la fin de la violation des droits des travailleurs dans sa chaîne d'approvisionnement. Après avoir fait plier Adidas en Indonésie et Camaïeu au Bangladesh, l'association appelle au soutien pour faire fléchir Mattel !

EXPOSITION Photos :

Giverny Rhapsody in green
Photographies de Gérard Chemit - Textes de Nezha Lyadini.
Bibliothèque Paul Eluard -
32 avenue des Plantes 44800 St Herblain 02 40 40 51 41
Prolongation jusqu'à fin février.

Lorsque Gérard Chemit part en retraite après avoir été le principal du collège de Trignac, il va prolonger sa collaboration avec la bibliothèque de la ville pour concrétiser pleinement son attirance pour la photographie. Avec son épouse, qui écrit les textes d'accompagnement, ils produiront 23 livres chez empreintes-édit.org



Culture, idées

6

Trois George de La Tour à Nantes

Trois œuvres du peintre lorrain Georges de LA TOUR, empruntées aux musées des Beaux arts de Nantes et de Rennes, sont exposées passage Ste Croix à Nantes. Trois œuvres à l'origine de la redécouverte publique en 1915 de l'artiste, oublié depuis le XVII^{ème} siècle. Trois œuvres qui donnent à voir autrement les Hommes et leurs Dieux, Chefs d'œuvres de lumière et d'obscurité.



Le nouveau né



Le reniement de saint-Pierre



Apparition de l'ange à saint-Joseph

Jusqu'au 8 février, du mardi au samedi de 12 h à 18 h 30. Gratuit. Passage Sainte-Croix, rue de la Bâclerie (Bouffay). Tél. 02 51 83 23 75. Visites guidées le vendredi et samedi. Ateliers enfants : réservation au tél. 02 51 83 23 75.

Jean-Louis Foulquier, une part de notre patrimoine culturel...

La journée d'anniversaire des 50 ans de France-Inter se terminait et la nouvelle est tombée: « Jean-Louis Foulquier est mort d'un cancer du poumon. Il avait soixante dix ans ». La fête était terminée et depuis la station diffuse le générique de *Pollen* avec nostalgie. La direction avait pris moins d'égard quand en août 2008 après quarante trois années de bons et loyaux services, elle l'avait évincé de la grille des programmes...

Né le 24 juin 1943 à La Rochelle, Jean Louis s'identifie d'abord aux accents rebelles du jazz et du rock'n'roll. Jusqu'à la révélation d'un concert : « j'étais allé voir les Chaussettes noires à la fête du PC de La Rochelle, quand j'entends Ferré en première partie. Je découvre un chanteur et des textes, beaucoup plus rebelles et émouvants que ceux des yéyés français de l'époque. Une gifle. A partir de là, je me suis passionné pour les grands personnages de la chanson ».

Il part à 20 ans tenter sa chance dans la capitale. Quelques 45-tours et cabarets plus tard, il accepte un poste de **standardiste** à France Inter en 1965 pour « raisons économiques ». Dix ans plus tard, après avoir collaboré à plusieurs émissions, Foulquier crée la sienne « **studio de nuit** » avec le parrainage de Georges Brassens. Il invite anciens et modernes dans une atmosphère de bohème noctambule des cabarets parisiens, avec lesquels il fraternise. Son style amical et complice, proche du *Pop Club* de José Arthur sur la même antenne, prêche la bonne parole francophone pour un vaste public. Suivront, « *Bains de minuit*, *Saltimbanque* »... En 1979, « *Y'a d'la chanson dans l'air*, » titre emprunté à un tube de Souchon est sa consécration. Suivront « *C'est la nuit* », « *Pollen* » (référence à son ami Pierre Barouh) et « *les copains d'abord* ».

Entre-temps, en 1985, il lance les Francofolies au moment



où le Printemps de Bourges, né en 1977 pour défendre la chanson française, est devenu un fourre-tout-généralisé. Foulquier restera à sa tête près de vingt ans.

Ce fut la première manifestation à programmer des chanteurs qu'on n'entendait pas à la radio. Il aimait le public et les artistes : Higelin, Lavilliers, Mano Solo, Renaud, Véronique Sanson, Maurane. Les personnalités fortes, qui comme lui n'avaient pas peur des excès.

Le concept essaime à

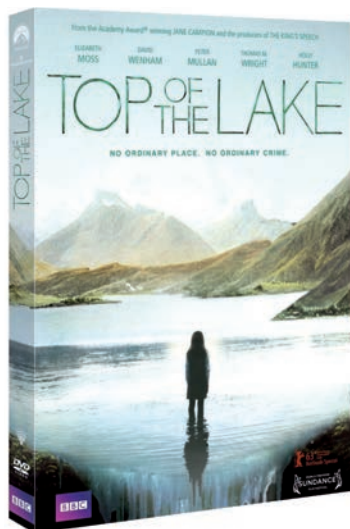
l'étranger, et fêtera ses trente ans en juillet prochain. De coup de cœur, en coup de gueule, (contre les intermittents et Ségolène Royal) et de coup de blues alcoolisé, le festival grandit non sans frôler la catastrophe financière en 1998. Il doit hypothéquer sa maison de l'île de Ré en garantie d'un emprunt bancaire. Après vingt ans d'aventure, le héraut de la chanson passe la main à une société de Prod. Ce bon vivant, gaulliste revendiqué, mis du temps à accepter la présentation de la fête de l'Huma. Bernard Lavilliers su le convaincre...il y avait des précédents dans la résistance entre gaullistes et communistes.

Sa vibrante sensibilité devait trouver à s'exprimer dans une véritable carrière d'acteur.

Philippe Léotard, sera son partenaire dans le polar *les fauves*, de Jean Daniel, Un peu de cinéma, beaucoup de télévision et même le théâtre dans *la première gorgée de bière*, qu'il avait lui-même adapté du best-seller de Philippe Delerm. Retraité, cet artiste accompli, s'était consacré à la peinture, traduisant son inspiration en de grandes toiles colorées.

Il reste à concrétiser un CD de tous les génériques de ses émissions de radio, qui porteront en nous le souvenir de cet homme qui était une part entière de notre patrimoine

Des fêtes de fin d'année devant l'écran



Top of the lake
Quand Jane Campion, la réalisatrice de « la leçon de piano », passe du cinéma, à la série télévisée... On s'en souvient longtemps après, parce que ça bouscule.
Arte Editions - 34,99€



Real Humans - Saison 1 - L'intégrale
Les robots sont parmi nous, et ils sont tellement proches, qu'ils alimentent nos fantasmes... Mais qui tire les ficelles?
Arte Editions - 34,99€



Coffret John Cassavetes
Treize DVD de cet acteur devenu à la fin des années 1950 un réalisateur, future icône du cinéma indépendant.
Orly Films/Orange Studios - 59,99€

« Un fonds spécifique alimenté par un prélèvement automatique de 0,35 % du montant des transactions immobilières, pour l'ensemble des départements, va être créé. Doté de **568 millions**, il profitera aux départements connaissant le plus fort reste à charge au titre des allocations de solidarité. »



« Le gouvernement présentera en avril au Parlement son nouveau projet de loi sur la décentralisation, qui portera sur les compétences des régions et des départements, a annoncé vendredi 13 décembre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. »

Au cœur des collectivités

7

Finances publiques locales

2014 : une année majeure pour l'avenir des collectivités !

L'année à venir s'annonce cruciale pour l'avenir des finances publiques locales et pour les politiques de progrès mises en œuvre dans bon nombre de nos communes, intercommunalités, départements ou régions.

Dans ce contexte et « face à la déconfiture de Dexia, prêteur historique des collectivités territoriales, et les difficultés à obtenir auprès des banques les financements nécessaires ; la société publique « Agence France Locale » a été créée pour tenter de s'extraire de la dépendance des marchés financiers » comme le rappelaient récemment les élus nantais.



ménages. Entre 1999 et 2012, l'indice de prix des dépenses communales évolue en moyenne de 2,3 % par an, contre 1,7 % pour l'inflation hors tabac ». En d'autres termes, avec la baisse des dotations qui s'accroît, le coût du « panier du maire » serait toujours à la hausse alors que les besoins de solidarité, de services publics forts et d'investissement sont élevés en période de crise.

C'est dans ce contexte dégradé que le Premier ministre a annoncé sa volonté de « remettre à plat la fiscalité », les élus communistes espèrent enfin voir la fiscalité locale réformée.

Pour bon nombre d'associations d'élus dont l'ANECR il faut que « la fiscalité locale soit abordée en priorité ». Toutes évoquent un contexte fiscal très handicapant pour l'avenir des investissements publics locaux.

Rappelons que l'affaire des emprunts toxiques concerne environ 1 500 collectivités ou organismes publics et que le Parlement s'apprête à voter la création d'un fonds de soutien. Seulement, c'est auprès de ces mêmes marchés financiers que l'AFL devra aller chercher les fonds dont elle aura besoin pour financer les collectivités avec tous les risques inhérents à cette démarche.

Ces besoins de financements se révèlent d'autant plus prégnants que la 9e édition de l'étude sur l'indice de prix des dépenses communales a constaté que « L'inflation supportée par les communes est plus élevée que celle supportée par les

ments publics locaux.

C'est en ce sens que les communistes et leurs élus font des propositions fortes pour une réforme fiscale ambitieuse, pour la justice sociale et l'efficacité économique qui comprendrait entre autre une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, une taxation égale du travail et du capital, une diminution de la fiscalité indirecte, une taxation sur les revenus spéculatifs et enfin une fiscalité locale reconnectée à l'activité économique des territoires préservant les ménages modestes et les petites et moyennes entreprises créant de l'emploi.

Budget Primitif Nantes

Comme l'avaient souligné les élus communistes nantais lors du débat d'orientations budgétaires : le contexte dans lequel se prépare le budget 2014 n'est pas favorable. « **Les collectivités locales sont placées en première ligne alors même qu'elles sont mises à contribution dans le redressement des comptes publics de l'État et que la baisse des dotations continue de peser sur nos budgets** » rappelait ainsi Raymond Lannuzel.



Dans ce contexte difficile la ville de Nantes continue de développer une politique de gauche au service des habitants, notamment des plus démunis. Alors qu'il s'agissait de l'avant dernier conseil avant la fin du mandat, les élus communistes ont pu souligner que ce budget respectait les engagements financiers pris au début du mandat, s'agissant en particulier de la conduite d'une fiscalité équitable sans augmentation des taux et du maintien d'un haut niveau d'investissement.

En effet, avec 76 millions d'euros d'investissements, la ville ne relâche pas ses efforts pour améliorer l'offre d'équipements. « C'est le cas par exemple de la politique éducative, de loisirs enfance/jeunesse mais aussi de la politique culturelle, de la politique sportive avec la création d'un double gymnase dans le cadre de la construction du lycée de l'Île de Nantes, de l'aménagement des espaces verts ou enfin de l'entretien durable du patrimoine bâti de la ville favorisant les économies d'énergie. » **C'est pour ce budget offensif, et les choix politiques locaux qui en découlent, que les élus communistes ont voté.**

Halte à la politique du moins disant social aux chantiers navals de St Nazaire !

Conseil Général

Roger David, Conseiller Général de Loire-Atlantique profitait de la dernière session du conseil pour revenir sur les enjeux de la filière navale dans notre département.



En effet, vendredi 13 décembre la direction de STX Saint-Nazaire a convoqué un bureau de Comité d'Établissement pour informer ses membres qu'elle pouvait finaliser deux commandes de navire. « **Mais pour cela, elle exigeait des organisations syndicales que celles-ci s'engagent par courrier déposé avant mercredi midi à négocier ce quelle appelle pudiquement un accord de compétitivité** » rappelait l'écu.

Ce même accord, rappelons-le, que les salariés ont rejeté il y a quelques mois et qui prévoyait entre autre, un allongement de la journée de travail de 20 minutes par jour sans augmentation de salaire, la suppression de jours de congés, une moindre participation de l'entreprise au financement de la mutuelle, une régression du droit syndical, la poursuite du blocage des salaires déjà en œuvre depuis 3 ans etc. La direction concluait en indiquant que sans cet engagement elle ne prendrait pas les 2 commandes, du chantage pur et simple au moins disant social.

Roger David concluait son intervention en qualifiant cette volonté de la direction de chantage et provocation. Alors que le conseil général souhaite revoir sa politique économique, l'écu souhaite que l'assemblée regarde de très près la politique de la collectivité en direction des entreprises, notamment des plus grandes.

Près de vous

Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) ainsi que des établissements recevant du public.



Lors du dernier conseil municipal de Couëron le groupe des élus communistes et républicains s'est félicité de la

présentation du Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Pour les élus par la voix de Marie-Anne Gicquel « **les problématiques de l'accessibilité sont de mieux en mieux prises en compte, le plan pluriannuel conçu avec Nantes Métropole, concernant tant les établissements des services publics que les chaînes de déplacement, devra cependant se montrer audacieux pour faire de notre commune et celle de l'agglomération un exemple de solidarité.** »

Cette délibération s'inscrit dans les objectifs affichés de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes en situation de handicap.

Intervention de François Asensi lors de l'examen en deuxième lecture du projet de loi créant les métropoles

Extraits de l'intervention de F. Asensi à l'assemblée Nationale.

"L'immense majorité des maires d'Ile-de-France refuse le projet de métropole du Grand Paris proposé par le Gouvernement, véritable recentralisation étatique qui s'attaque à la démocratie et aux libertés : cette métropole déposséderait les communes de leurs compétences et liquiderait purement et simplement les intercommunalités. En attendant de supprimer à terme les départements et leurs politiques sociales. Cette conception est à l'opposé de la métropole démocratique, solidaire et durable que nous défendons.

Malgré cette forte opposition, le Gouvernement et sa majorité ont choisi le passage en force lors de ce nouvel examen à l'Assemblée nationale, rejetant systématiquement nos amendements. »

L'intervention complète sur elunet.org

Ouvrons-là

Le combat pour la liberté continu !

Par Adrien HELARY



La mort de Mandela a été l'occasion pour l'ensemble de la classe politique de partager un moment émouvant, celle de la mort d'un géant. Si tous ont rappelé combien l'homme était exemplaire, ils se sont bien gardé de rappeler ses idées ou encore leur attitude face à l'état d'apartheid. M. Sarkozy a ainsi oublié les positions de son parti qui qualifiait Mandela de terroriste. Le président Hollande n'ayant probablement pas bien compris le sens du combat de celui qui fonda « la lance de la nation » (organe combattant anti-apartheid) est allé saluer les soldats français à Bangui en revenant de la cérémonie d'hommage. Les deux soldats morts là-bas dont la somme de leur âge n'atteint pas la moitié de celui de Mandela ne sont pas morts pour un idéal humaniste. La présence de militaires français en Centrafrique est le fruit de la politique impérialiste de la France. Ce même impérialisme que Mandela combattait du fond de sa cellule soutenu alors en France que par les communistes et principalement le MJCF. Les jeunes communistes n'entendent pas l'oublier et continueront de porter le combat contre l'impérialisme. C'est le sens de leur présence actuelle à Quito au 18e festival mondial de la jeunesse et des étudiants. **C'est également le sens de leur combat pour la libération de Marwan Barghout leader palestinien en prison depuis 11 ans,** Mandela déclarait d'ailleurs : « Nous savons trop bien que notre liberté n'est pas complète car il lui manque la liberté des Palestiniens. » **C'est également le cas de Abdullah Öcalan** fondateur du parti des travailleurs kurdes emprisonné depuis maintenant 13 ans. Les jeunes communistes appellent à leur libération et entendent mener le combat jusqu'au bout, quel que soit la longueur du chemin vers la liberté !

L'activité

La section PCF du Pays de Retz a organisé une réunion publique qui avait pour thème : **Quel désenclavement pour le Pays-de-Retz ?**

Avec une augmentation de près d'un tiers de ses habitants d'ici 2030 dont la majorité risque d'occuper des emplois à Nantes et Saint-Nazaire, **le Pays-de-Retz est le théâtre de grands enjeux de transport et de développement économique.** Pour apporter des éléments de réflexion, la section du Pays-de-Retz a invité Gilles Bontemps à présenter l'action de la Région dans le territoire lors d'une réunion publique le 13 décembre à Pornic. La quarantaine de participants a pu apprécier la description de la Région, collectivité chargée de porter ou d'accompagner des projets de long terme selon ses compétences et dans la complexité des institutions impliquées. Puis sont venues sur la table les problématiques touchant la population paydrète en particulier. Dans la situation actuelle, **la priorité est le renforcement massif de la ligne ferroviaire Nantes-Pornic,** dont la voie devra être remise à neuf et doublée. Irriguée correctement par les bus dépendants du Conseil



Général, cette ligne sera la colonne vertébrale du transport collectif dans le Pays-de-Retz. Mais cela peut paraître décevant pour certains à moyen terme... alors comment aller plus loin dans la desserte du sud Loire ? **Le franchissement de la Loire, routier et ferroviaire, entre Saint-Nazaire et le Pont de Chevire changerait toutes les problématiques** et aurait des répercussions de dimension nationale et même européenne. **Autre projet qui dynamiserait le territoire : l'extension du Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire au sud de la Loire, sur la zone du Carnet avec l'installation d'un terminal d'acheminement fluvial.** Si le développement de cette zone aura pour conséquence une augmentation du trafic routier à proximité, le nombre de kilomètres parcourus en camion pour transporter des marchandises sera énormément diminué. Chance pour le territoire, la future réserve naturelle régionale de l'estuaire devrait assurer la préservation d'un environnement remarquable tout en permettant un développement industriel pourvoyeur d'emplois. C'est dans une bonne ambiance que s'est conclue cette soirée, qui permet aux participants de toujours mieux appréhender les enjeux du territoire et le fonctionnement des institutions.

Formation sur les finances locales

Dans le cadre de la préparation des élections municipales, la section PCF Loire et Sèvre a organisé le samedi 14 décembre, une demi journée de **formation consacrée aux finances des municipalités et des intercommunalités.** Hubert DELAHAIE, élu communiste de Montoir de Bretagne, membre de la commission finances a partagé ses connaissances sur le sujet. Cette formation a permis aux participant(e)s, engagés dans la construction de listes pour les municipales 2014, de mieux comprendre le budget des collectivités locales, leurs fiscalités, et de trouver les marges de manœuvre pour répondre aux besoins des habitant(e)s malgré les désengagements de l'Etat.

L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique et la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français vous souhaite de Joyeuses fêtes ainsi qu'une bonne et heureuse année

2014

Vite lu...



Nelson MANDELA est mort. Les peuples honorent la mémoire du plus connu des combattants pour la libération nationale de l'Afrique du Sud. Le Parti communiste français lui a rendu un hommage public auquel ont participé de nombreux militants et de nombreuses personnalités. MANDELA est le symbole du courage des Sud-Africains qui ont libéré leur pays de l'Apartheid et l'ont engagé pacifiquement dans la voie de la réconciliation, de la reconstruction et du développement. « J'ai appris que le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de la vaincre » disait-il. MANDELA, avocat, résistant, bagnard, leader de l'ANC puis président de la République, avec ses compagnons de route a prouvé que ce sont les peuples qui font l'Histoire, et que les Sud-africains ont écrit la leur. **A l'occasion de la mort de Nelson MANDELA, l'Humanité a réalisé un numéro hors série qui lui est consacré.** Ce hors-série retrace sa vie, revient sur son parcours militant et politique, il rappelle les combats de cet homme exceptionnel qui restera dans l'Histoire et que nous n'oublierons pas. Ce numéro est disponible à la fédération de Loire-Atlantique du PCF au prix de 8 euros. **Pour le commander, vous pouvez contacter la fédération au 02 40 35 03 00.**

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris la mort de Pierre LEMOINE, militant de la section PCF de Brière. Toute sa vie, Pierre a milité et combattu. Dans la résistance contre les Nazis et le régime de Vichy puis dans son militantisme politique et syndical. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE

